



**ÉTAT DE DIVULGATION PUBLIQUE**  
*(Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres  
du Conseil exécutif, L.N.-B. 1999, c. M-7.01)*

**PARLEMENTAIRE (NOM) :** Monique LeBlanc  
**CIRCONSCRIPTION :** Moncton-Est

Selon l'article 20 de la *Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif* :

Après avoir consulté le ou la parlementaire en vertu du paragraphe 18(6), le commissaire doit préparer un état de divulgation publique sur la base des renseignements fournis par le ou la parlementaire.

L'état de divulgation publique doit indiquer :

- a) la source et la nature, mais non la valeur, des éléments d'actif, des dettes et des intérêts financiers et commerciaux visés au paragraphe 18(4) ;
- b) tout salaire, toute aide financière ou tout autre avantage que le ou la parlementaire a reçu d'un parti politique enregistré ou d'une association de circonscription enregistrée au cours des 12 mois précédents ou qu'il est susceptible de recevoir au cours des 12 mois suivants ;
- c) tous dons ou avantages qui ont été divulgués par le ou la parlementaire au commissaire en application du paragraphe 8(2) au cours des 12 mois précédents.


Dans le cas d'un membre du Conseil exécutif, l'état de divulgation publique doit également indiquer s'il a obtenu l'approbation du commissaire prévue au paragraphe 14(2) pour une activité qui serait de toute autre manière interdite et, si le membre l'a fait, il doit :

- a) décrire l'activité ;
- b) dans le cas d'une activité commerciale, indiquer le nom et l'adresse de chaque personne qui a un intérêt d'au moins 10 % dans cette activité commerciale et décrire la relation de la personne avec le membre.

Les éléments d'actif, les dettes et les intérêts financiers et commerciaux suivants ne doivent pas figurer dans l'état de divulgation publique :

- a) un élément d'actif ou une dette de moins de 2 500 \$ ;
- b) un intérêt dans un régime de retraite, un régime de prestations aux employés, une rente ou une police d'assurance-vie ;
- c) un investissement dans une société de fonds mutuels à capital variable qui a des investissements à grande échelle qui ne se limitent pas à une industrie ou à un secteur de l'économie ;
- d) tout autre élément d'actif, dette ou intérêt financier et commercial dont le commissaire approuve l'exclusion.

Date : le 8 juin 2017

  
L'hon. Alexandre Deschênes, c.r.,  
commissaire à l'intégrité

PARLEMENTAIRE : Monique LeBlanc

<b>ÉLÉMENTS D'ACTIF</b>	
Biens réels (autres que résidence et propriété utilisée à des fins de loisirs)	195, rue Bonaccord à Moncton, N.-B.
Obligations ou valeurs de gouvernements	Aucune
Fonds mutuels (capital fixe)	Aucun
Régime enregistré d'épargne-retraite (autogéré)	Aucun
Actions et autres participations dans des corporations cotées en bourse	Aucune
<b>DETTES</b>	
Emprunts hypothécaires	Banque Scotia
Emprunts ou marges de crédit	Banque Scotia
Garanties	Aucune
Autres	Visa TD, Visa Banque Scotia Amex, Banque Scotia Taxes foncières (Province du NB)
<b>INTÉRÊTS FINANCIERS ET COMMERCIAUX</b>	
Monique LeBlanc, physiothérapeute (appellation commerciale)	
<b>SALAIRE, AIDE FINANCIÈRE OU AUTRE AVANTAGE REÇU D'UN PARTI POLITIQUE ENREGISTRÉ OU D'UNE ASSOCIATION DE CIRCONSCRIPTION ENREGISTRÉE</b>	
Aucun	
<b>DONS ET AVANTAGES PERSONNELS</b>	
Aucun	

**PARLEMENTAIRE :** Monique LeBlanc

**CONJOINTE (NOM) :** René Légère

<b>ÉLÉMENTS D'ACTIF</b>	
Biens réels (autres que résidence et propriété utilisée à des fins de loisirs)	195, rue Bonaccord à Moncton, N.-B.
Obligations ou valeurs de gouvernements	Aucune
Fonds mutuels (capital fixe)	Aucun
Régime enregistré d'épargne-retraite (autogéré)	Aucun
Actions et autres participations dans des corporations cotées en bourse	Aucune
<b>DETTES</b>	
Emprunts hypothécaires	Banque Scotia
Emprunts ou marges de crédit	Banque Scotia
Garanties	Aucune
Autres	Visa TD, Visa Banque de Montréal, Taxes foncières (Province du NB)
<b>INTÉRÊTS FINANCIERS ET COMMERCIAUX</b>	
Directeur général du Centre Culturel Aberdeen et consultant chez Arcadie Communications.	

**PARLEMENTAIRE :** Monique LeBlanc

**ENFANTS MINEURS :** 1

<b>ÉLÉMENTS D'ACTIF</b>	
Obligations ou valeurs de gouvernements	
Fonds mutuels (capital fixe)	
Régime enregistré d'épargne-retraite (autogéré)	
Actions et autres participations dans des corporations cotées en bourse	
<b>DETTES</b>	
Emprunts hypothécaires	
Emprunts ou marges de crédit	
<b>INTÉRÊTS FINANCIERS ET COMMERCIAUX</b>	

PARLEMENTAIRE :

Monique LeBlanc

NOMS DES CORPORATIONS PRIVÉES : S.O.

<b>ÉLÉMENTS D'ACTIF</b>	
Biens réels	
Banque, compagnie de fiducie ou autre institution financière	
Obligations ou valeurs de gouvernements	
Certificats de placement garantis ou débentures	
Fonds mutuels	
Actions, valeurs et autres participations dans des corporations	
Autres éléments d'actif	
<b>DETTES</b>	
Emprunts hypothécaires	
Emprunts ou marges de crédit	
Garanties	
Autres	
<b>INTÉRÊTS FINANCIERS ET COMMERCIAUX</b>	